

Le catalyseur

"Des entrepreneurs engagés !"

Lettre d'information de France Chimie Île-de-France N°123 - Octobre 2023

**FRANCE
CHIMIE**
ÎLE-DE-FRANCE

LE VILLAGE DE LA CHIMIE : UN OUTIL FORMIDABLE !

Jacques Menicucci, Président de la FIPEC

Forte de quelques semaines « au vert » l'équipe de France Chimie Île-de-France est pleinement active pour finaliser avec vous les événements majeurs de ce 2^{ème} semestre où nous porterons haut les couleurs de la Chimie.

Dès ce mois d'octobre, nous nous associons à l'événement organisé par Aveva sur la performance industrielle et l'atteinte des objectifs de développement durable avec le digital. Cette rencontre nous permettra de partager avec des entrepreneurs déjà très avancés dans la transformation digitale pour atteindre l'excellence opérationnelle dans un contexte de crise climatique et de transition énergétique.

L'autre temps fort de ce semestre nous conduira à Orléans le 23 novembre, où avec France Chimie Centre Val-de-Loire et devant les grandes institutions publiques en charge des questions SSE nous honorerons les lauréats des Trophées Chimie Responsable 2023 de nos deux régions. Cet événement se fait l'écho des plus belles réalisations que vous mettez en œuvre au bénéfice de la santé, la sécurité, l'environnement ou la RSE. Retrouvons-nous nombreux à ce RdV !

La dernière manifestation et pas des moindres aura lieu le 29 novembre prochain sur le site de DHL de Lognes. La direction européenne de cet important transporteur recevra nos adhérents rassemblés pour la traditionnelle journée HSE organisée chaque année conjointement avec Afinege. Nous la remercions chaleureusement car la question des transports des produits dangereux restent au cœur de nos préoccupations. En débattre sur l'un des sites les plus prestigieux de DHL avec les grands experts de cette question constitue certainement une opportunité !

Avec vous toujours mobilisés et engagés !

Gilles le Maire
Délégué Général

L'industrie de la chimie, et en particulier celle que représente la FIPEC, fait face à des enjeux de recrutement et de formation majeurs : le Village de la chimie est un outil formidable pour y répondre !

Les évolutions technologiques du secteur, son exigence, les intérêts stratégiques pour contribuer à la décarbonation, font peser sur nos équipes une pression considérable.

De nouvelles formulations chimiques, de nouveaux processus de production, des attentes technologiques de plus en plus fortes sont tout autant de sources de mobilisation pour nos collaborateurs. Le lien avec les nouvelles générations est donc fondamental pour assurer une relève formée et engagée pour réaliser les ambitions industrielles de nos entreprises.

En ce sens, le Village de la Chimie constitue une opportunité de promouvoir nos métiers, d'échanger avec les jeunes et de collaborer avec les professionnels de l'enseignement. Son format, son dynamisme et la qualité de son audience font du Village un événement unique en France.

Notre fédération s'y implique depuis de nombreuses années et permet ainsi à ses adhérents de rencontrer de nombreux

jeunes étudiants motivés, à la recherche de premières expériences professionnelles. Plus largement, c'est une occasion rare de discuter avec les futurs diplômés des grandes écoles d'ingénieur de la chimie comme des formations plus courtes, pour mieux comprendre leurs attentes professionnelles et partager leurs préoccupations.

Face à ce constat, j'ai voulu que cet événement face partie intégrante de la stratégie de communication de la FIPEC auprès des jeunes. Sous la houlette des organisateurs du Village et de sa présidente Nathalie Liebert, la FIPEC est donc fière de permettre à ses adhérents de participer à cette aventure dont la prochaine édition sera, je l'espère, un nouveau succès.

Des actions sont d'ores-et-déjà en cours de préparation, avec plus de rencontres entre professionnels et étudiants, de conférences thématiques et d'animations afin de partager la passion de nos métiers avec les nouvelles générations.

Pour autant, ne nous endormons pas sur nos lauriers passés. Jamais le changement

climatique et les attentes sociétales n'ont été aussi fortes et l'industrie en général doit en permanence se repenser pour s'adapter.

Quelles sont les formulations chimiques pour les revêtements de demain ? Quels sont les nouveaux besoins des utilisateurs de la chimie ?



Comment mieux relier l'inventivité extraordinaire de nos ingénieurs avec les préoccupations terrains de nos techniciens-commerciaux, clé de connexion avec nos clients ? Ces questions stratégiques, nous ne pouvons plus y répondre sans la dimension formation.

Le renforcement de l'attractivité des métiers de nos filières est donc sans ambiguïté une priorité pour notre industrie. Au risque sinon de manquer la révolution copernicienne que nous attendons.

Nous en avons aujourd'hui tous conscience et c'est pour cela qu'il faut multiplier les efforts comme ceux engagés par le Village de la Chimie.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'EAU

REPÈRE

Les actions de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie

L'Agence de l'eau Seine-Normandie met en œuvre la politique de l'eau du bassin en finançant les projets des acteurs locaux : collectivités locales, industriels, artisans agriculteurs ou associations, grâce à des redevances perçues auprès de l'ensemble des usagers.

Ces projets contribuent à améliorer la qualité des ressources en eau, des rivières et des milieux aquatiques. Ils préservent et favorisent les cycles de vie d'une grande variété d'espèces et donc de la biodiversité. L'adaptation au changement climatique est le fil conducteur du programme « Eau & Climat » 2019-2024, élaboré et adopté par le comité de bassin, véritable « parlement de l'eau » à l'échelle du bassin Seine-Normandie. Ce programme vise à donner aux territoires et aux acteurs de l'eau, la capacité de s'organiser et les moyens de faire face aux évolutions climatiques.

LES ENJEUX

L'Agence de l'eau Seine-Normandie est un établissement public de l'État, placé sous la tutelle de deux ministères : le ministère de la Transition Écologique et le ministère de l'Économie des Finances et

de la Relance. Son territoire de compétences est le bassin Seine-Normandie. Ses enjeux pour le tissu économique francilien sont les suivants : traitement des rejets, réduction des micro-polluants, technologies propres, économies d'eau, infiltration des eaux pluviales, toitures végétalisées, mauvais raccordements eaux usées/eaux pluviales, fiabilisation des ouvrages de traitement, prévention des pollutions accidentelles ...

LES OUTILS

Le programme « Eau & Climat » 2019-2024 avec le volet redevances pollution et prélèvement d'eau et le volet intervention (subvention aux études et projets) définit les aides apportées aux acteurs économiques.

Des priorités d'interventions se déclinent à l'échelle de bas-

sin versant de cours d'eau, d'aires d'alimentation de captages ou de secteurs d'activité en mettant en œuvre des :

- contrats de Territoire Eau & Climat élaborés à l'échelle de bassin versant de rivière ou d'aires de protection de captage. Ils définissent et mettent en œuvre un programme d'actions en cohérence avec les enjeux identifiés ;
- contrats de partenariat avec des grandes entreprises (multi-sites) ou avec des fédérations pour élaborer des programmes d'actions pluri-annuels. Ces contrats s'accompagnent d'une démarche de communication intra-entreprise et permettent de toucher le tissu diffus d'entreprises (ex : secteur du commerce).

L'accompagnement des acteurs économiques est assuré par un pôle dédié au sein de la direction territoriale Seine-Francilienne avec des chargés d'opérations spécialisés par secteurs d'activité. Dès l'émergence de votre projet, prenez contact avec votre interlocuteur qui vous conseillera techniquement et vous aidera à constituer votre dossier de demande d'aide (www.eau-seine-normandie.fr)

LES AIDES

	Subventions		
	Petites entreprises (PE)	Moyennes entreprises (ME)	Grandes entreprises (GE)
Rappel des critères tailles d'entreprises au sens communautaire	< 50 employés CA < 10 M€ Total bilan < 10 M€	< 250 employés CA < 50 M€ Total bilan < 43 M€	
Études préalables, diagnostic, essai pilote ...	70 %	60 %	50 %
Actions de toute nature : économie d'eau, réutilisation d'eaux, technologie propre* , micro-polluants* , amélioration collecte, épuration, auto-surveillance, gestion des eaux de pluie à la parcelle* , prévention pollutions accidentelles, réduction usage produits phytosanitaires, prévention des déchets flottants et micro-plastiques ...	60 %	50 %	40 %
* voire pour ces 3 items : 70 % au régime aide de minimis (limite 200 k€ aides publiques/3 ans glissants)			
<ul style="list-style-type: none"> • 20 % si travaux réalisés 1 an après la parution de la norme • 15 % entre 2 et 3 ans après la parution de la norme • Plus de 3 ans après la parution de la norme : pas d'aide 	<ul style="list-style-type: none"> • 15 % si travaux réalisés 1 an après la parution de la norme • 10 % entre 2 et 3 ans après la parution de la norme • Plus de 3 ans après la parution de la norme : pas d'aide 	<ul style="list-style-type: none"> • 10 % si travaux réalisés 1 an après la parution de la norme • 5 % entre 2 et 3 ans après la parution de la norme • Plus de 3 ans après la parution de la norme : pas d'aide 	
Cas de dispositifs d'épuration sur site nouveau	60 %	50 %	40 %
Cas de centre de traitement boues/grasses/déchets		40 %	

Contact : Didier Le Carre, chef du service industries. Direction territoriale Seine francilienne. Agence de l'eau Seine – Normandie • 01 41 20 16 00 • lecarre.didier@aesn.fr

- **Études et diagnostics** : faisabilité, économies d'eau, mesures de pollution, essais pilotes ...
- **Collecte et traitement des rejets** : nouveaux réseaux de collecte, prétraitement, épuration physico-chimique/biologique, groupes résines, zéro rejet par recyclage, osmoseurs, nanofiltrations, échangeurs thermiques, dalles de collecte ...
- **Prévention des pollutions accidentelles** : cuvettes de rétention, bassins de confinement des eaux d'extinction incendie, séparativité des réseaux de collecte des effluents, équipement d'autosurveillance, étanchéifications de zones à risques, comblements de forages, modification ouvrage de prétraitement/traitement ;
- **Technologies propres** : changements de procédé de fabrication, entretien préventif des espaces verts, voiries et parkings ;
- **Mise en conformité des branchements/raccordements (sous l'égide de syndicats d'assainissement ou collectivités)** : corrections d'anomalies, bac à graisses, rétention, couverture et raccordement des aires de lavage, séparateur à hydrocarbures ...
- **Gestion des eaux pluviales** : collecte/stockage/recyclage, désimperméabilisations, toitures végétalisées ...
- **Regroupement d'effluents concentrés** : augmentations de capacité de traitement, création en déchetterie d'un local de stockage de déchets dangereux ;
- **Réhabilitation de sites pollués** : état des lieux, mesures sur piézomètres, prélèvement et analyses, rapport ;
- **Réduction des substances dangereuses** : suppressions de Ni, Cr6, pressing sans perchloroéthylène ;
- **Économies d'eau** : récupérations eaux pluviales, mises en place de tours aéroréfrigérantes adiabatiques, changements pour matériel économe en eau.

PERSPECTIVES D'APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité national (RTE) a publié, le 28 juin 2023, ses perspectives concernant la sécurité d'approvisionnement de la France jusqu'à l'hiver 2023-2024.

Ainsi, par rapport à l'année 2022 :

- La production nucléaire se redresse nettement, tout en restant bien inférieure à son potentiel ;
- La production hydroélectrique devrait retrouver des niveaux normaux ;
- La baisse de consommation électrique entamée fin 2022 s'est maintenue au printemps 2023 et laisse présager d'un effet durable de la politique de sobriété énergétique ;
- Les stocks de gaz en Europe sont à des niveaux supérieurs à la moyenne des dernières années, quand bien même les livraisons russes par gazoduc ont quasiment cessé ;
- Les énergies renouvelables continuent d'être déployées à un rythme soutenu.

UNE AMÉLIORATION

RTE conclut que la situation devrait donc se rapprocher de la normale. Toutefois, nous n'avons pas encore retrouvé les marges de sécurité dont nous disposions avant la crise énergétique. Les pouvoirs publics continuent donc de préparer la réponse à apporter en cas de déficit d'approvisionnement, en renforçant le plan de sobriété énergétique, en communiquant sur le dispositif Ecowatt, et en organisant les éventuels délestages en dernier recours.

Conséquence directe de l'amélioration de l'approvisionnement électrique, le prix spot de l'électricité a fortement diminué depuis l'année dernière : nous avons moins

souvent recours au gaz pour équilibrer l'offre et la demande sur le réseau national, et le prix de production des moyens au gaz est également moins élevé. En revanche, les prix à terme, c'est-à-dire pour une livraison future et en particulier pour l'hiver 2023-2024, restent élevés. RTE estime que ces niveaux de prix sont anormaux et traduisent une inquiétude excessive de la part des acteurs de marché.

UNE STABILITÉ DES PRIX À DÉFENDRE

Dans ce contexte, les discussions en cours à Bruxelles concernant la révision du fonctionnement du marché de l'électricité prennent d'autant plus d'importance pour les entreprises de la Chimie. Il s'agit de déterminer comment sera formé le prix de l'approvisionnement à plus ou moins long terme. Aujourd'hui, tous les consommateurs bénéficient de l'Accès Régulé à l'Elec-

tricité Nucléaire Historique (ARENH), ce qui leur assure une partie de leur approvisionnement à un prix régulé relativement bas. Toutefois, ce dispositif doit s'éteindre le 31 décembre 2025.

France Chimie est en lien avec les ministères de la Transition écologique et de l'Economie pour défendre un nouveau mécanisme qui assurera une stabilité et une prévisibilité aux prix d'approvisionnement en électricité. Les pouvoirs publics sont sensibles aux enjeux rencontrés par les entreprises industrielles. Cependant, ils font faces à deux défis d'ampleur : trouver un accord avec leurs partenaires européens sur la réforme à mettre en œuvre et trouver un équilibre entre compétitivité de l'économie française et renforcement de la situation économique d'EDF.

*Sylvain Le Net
Responsable politiques « énergie
et changement climatique »
France Chimie*

DIGITAL

PERFORMANCE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'ÈRE DU DIGITAL

Dans un monde en constante évolution et désormais marqué par la crise climatique, les défis industriels en matière de performance, de transition énergétique et de décarbonation sont intrinsèquement liés et complexes. Il devient primordial pour les industriels de concevoir plus intelligemment afin de concilier efficacité et durabilité.

Aveva est aujourd'hui engagée aux côtés de plus de 20 000 entreprises pour relever ce défi et vous donne rendez-vous à la Tour Eiffel le 11 octobre de 9h30 à 17h30 pour un événement unique sur le thème "Performance et durabilité industrielles".

DE RICHES TÉMOIGNAGES

Au programme : de riches témoignages d'équipes qui démontreront, chiffres à l'appui, comment elles contribuent quotidiennement à améliorer les performances de leur entreprise en matière de productivité, de qualité, et de durabilité.

Tous les secteurs industriels seront représentés. Aluminum Dunkerque, Axens, Bel, Capgemini, Eramet, Roquette, Sanofi, Saverglass, Schneider Electric et Steps partageront des retours d'expériences concrets sur leur approche et leurs progrès face aux nouveaux défis de la performance industrielle et climatique.

Parmi les sujets qui seront également abordés :

- Les enjeux d'une plateforme de données industrielles et les bonnes pratiques pour réussir une mise à l'échelle ;
- Des cas d'usages d'optimisation énergétique et de décarbonation des procédés ;
- Le jumeau numérique : de l'ingénierie aux opérations ;

- Le rôle des analytiques avancées et de l'Intelligence Artificielle (IA) ;
- Le partage des meilleures pratiques pour l'utilisation de solutions logicielles Aveva ;
- Et les dernières nouveautés Aveva.

ATTEINDRE L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

Mon équipe sera bien évidemment à mes côtés pour vous expliquer comment nous accompagnons nos clients dans l'atteinte de l'excellence opérationnelle. Voici d'ores et déjà quelques exemples de moyens que nous pouvons vous proposer pour vous aider à atteindre vos objectifs : la mise à disposition de solutions centrées sur l'exploitant pour favoriser un accès à l'information dans le contexte des opérations industrielles, l'intégration des

systèmes, des outils d'aide à l'amélioration de la prise de décision, la gestion des compétences, et la valorisation des données ...

En résumé, si vous souhaitez améliorer les performances de votre entreprise, contribuer à la réindustrialisation française, découvrir les meilleurs pratiques et échanger avec vos homologues, ce rendez-vous est fait pour vous. Ne manquez pas cette journée exclusive et venez nous rencontrer. Pour vous inscrire, je vous invite à vous rendre sur le site de l'événement : www.events.aveva.com.

Nous vous attendons nombreux et nous nous ferons un plaisir de vous accueillir.

*Guillaume Boué
Sales Director France
Manufacturing, Life Science
& Infrastructure
Aveva*

La réforme des retraites est entrée en vigueur le 1er septembre 2023. Elle va induire de multiples changements directement liés à son contenu mais aussi à l'impact inéluctable pour les entreprises de la nécessité de contribuer à l'élévation annoncée du taux d'emploi des seniors.

Ce fut déjà le cas après la réforme de 2010 et ce taux d'emploi a cru de 20 points en 20 ans. La tendance va et doit se poursuivre.

L'EMPLOI DES SENIORS : UN ENJEU MAJEUR ...

L'impact le plus visible de la réforme réside dans le rehaussement progressif de l'âge à compter duquel il leur sera possible de quitter l'entreprise pour bénéficier d'une pension de retraite dès lors qu'ils disposent du nombre de trimestres cotisés suffisant.

Cet âge est rehaussé cette année de 3 mois par génération pour les assurés nés à compter du 1^{er} septembre 1961, soit 62 ans et 6 mois pour ceux nés en 1962, 62 ans et

9 mois pour ceux nés en 1963 jusqu'à atteindre 64 ans pour ceux nés en 1968 et après.

Ce n'est donc qu'à compter de ces années que les salariés pourront procéder à un départ volontaire à la retraite. Les règles en revanche de mise à la retraite par l'employeur à compter de 67 ans puis 70 ans ne sont pas modifiées et l'âge à compter duquel un assuré bénéficie du taux plein demeure fixé à 67 ans.

En matière de carrières longues, le mécanisme est amélioré puisque les assurés nés à partir de 1968 pourront, s'ils ont cotisé 4 ou 5 trimestres avant l'âge de 16 à 21 ans et cotisé 172 trimestres au moins, liquider leur pension de retraite de manière anticipée selon les cas entre 58 ans et 63 ans.

... DANS UN CONTEXTE DE PÉNURIE DE COMPÉTENCES

Mais la réforme assouplit également les possibilités de cumul emploi retraite en permettant d'ouvrir des droits à une seconde pension en contrepartie des cotisations versées sur la base de nouvelles périodes travaillées. La loi mentionne expressément que le salarié ne bénéficie, en revanche, pas d'une nouvelle indemnité de départ ou de mise à la retraite lors de la seconde liquidation pour faire valoir ces nouveaux droits.

La loi facilite aussi la retraite progressive. Elle permet au salarié qui a atteint l'âge pour bénéficier d'une retraite progressive, soit l'âge légal d'ouverture des droits diminué de 2 ans, et une durée d'assurance minimale de 150 trimestres, de liquider une pension provisoire de retraite tout en poursuivant une activité à temps partiel comprise entre 40 et 80% de la durée à temps plein.

Elle lui ouvre désormais la possibilité de demander à travailler moins que la durée minimale de travail à temps partiel applicable.

Enfin, en matière de prévention de l'usure, la loi organise la possibilité d'utiliser plus largement le compte professionnel de prévention pour bénéficier d'une action de reconversion professionnelle dans le cadre d'un congé spécial en tout ou partie pendant le temps de travail.

On suivra également avec attention les négociations interprofessionnelles à venir sur l'emploi des seniors car cette question sera un enjeu majeur dans un contexte de pénurie de compétences sur certains emplois pour les entreprises.

Changement de règles, de culture, le travail sur une période plus longue de la vie prend sa place.

Franck Morel,
Avocat associé,
Flichy Grangé avocats,
Ancien conseiller social du
Premier ministre

BRÈVES

PARTAGE DE LA VALEUR

Le Département Social et Relations Humaines vous propose de participer, en présentiel ou en distanciel, le lundi 16 octobre à 14H30 à sa Réunion d'Information Sociale sur le thème « Épargne salariale et partage de la valeur », en présence de Christophe Juste, Directeur Commercial Réseau Régional chez EPSSENS.

Inscription :
a.seguinot@chimie-idf.fr

SUIVEZ-NOUS !

Suivez en temps réel toute l'actualité de France Chimie Île-de-France sur les réseaux sociaux X et LinkedIn in.

Contact :
t.lecoeur@chimie-idf.fr

AGENDA SSE

Le Département Santé, Sécurité et Environnement vous propose de participer aux formations suivantes :

- 21/09 – « Les fondamentaux de la Douane » avec FECHIM SERVICES (UFCC) à Puteaux
- 03/10 – « Notification aux centres antipoison (PCN) : Maîtriser la nouvelle déclaration harmonisée des mélanges avec l'outil IUCLID » avec ATOUT CHIMIE à Puteaux et en distanciel
- 05/10 – « ADR 2023 : Rapports et nouveautés » avec FECHIM SERVICES (UFCC) à Puteaux
- 17-18/10 - « CLP : Les évolutions de la réglementation » avec FECHIM SERVICES (UFCC) à Puteaux

tation » avec FECHIM SERVICES (UFCC) à Puteaux

- 07/11 – « Comprendre le règlement des produits biocides sans être expert » avec ATOUT CHIMIE à Puteaux et en distanciel
- 9/11 – « Sensibilisation aux risques chimiques » avec l'AFPIC Formation à Puteaux
- 14 /11 et 21/11 – Formation « Évaluation des risques professionnels » avec le CNPP à Puteaux
- 23/11 – Cérémonie des Trophées Chimie Responsable 2023
- 28/11 – « Perturbateurs endocriniens : comment tendre vers une prévention primaire ? » avec l'AFPIC Formation à Puteaux
- 28/11 – « INCOTERMS 2020 » avec FECHIM SERVICES (UFCC) à Puteaux
- 29/11 - Journée Sécurité 2023 « Transport de mar-

chandises dangereuses » avec DHL à Lognes

- 06/12 – Rencontre avec la DRIETS IDF : bilan 2022, orientations 2023/2024, actualités réglementaires en distanciel
- 07/12 – « Savoir rédiger / expertiser une FDS » avec l'AFPIC Formation à Puteaux.

Inscription :
a.aullet@chimie-idf.fr

DURÉE AU TRAVAIL

Le Département Social et Relations Humaines animera à l'intention des entreprises de la Profession son séminaire consacré à « la Durée et l'Aménagement du temps de travail dans les industries chimiques ».

- le 5 octobre à Lille (Hauts-de-France) ;
- le 12 octobre à Puteaux (Île-de-France) ;
- le 28 novembre à Marseille (Méditerranée).

Information et inscription :
inscription@afcic.org